

**LIVRE BLANC 2023**

**ÉTUDE DE CAS : FORMATION ANTIMAFIA À OSTIA, ITALIE**



**Crim'HALT**

## Table des matières

<b>L'Edito du président</b>	3
<b>Présentation de l'association CRIM'HALT</b>	6
<b>Objectifs du livre blanc</b>	10
<b>Méthodologie : la formation en mobilité avec ERASMUS +</b>	12
<b>Participants</b>	14
<b>Samedi 16 septembre 2023</b>	17
<b>Ostia, rencontre avec notre partenaire, l'association, NOI (NOUS)</b>	17
<b>Dimanche 17 septembre 2023</b>	20
<b>Le journalisme antimafia, le combat de Federica Angeli - rendez-vous au siège de l'association NOI... dans un bien confisqué</b>	20
<b>Visite de la propriété libérée du clan Casamonica à Campo Romano en partenariat avec le Comité de quartier sur le Parc della legalità</b>	28
<b>Lundi 18 septembre</b>	33
<b>La salle de sport confisquée della Legalità</b>	34
<b>Le port d'Ostia avec Federica Angeli</b>	36
<b>Atelier avec le “repenti” Luigi Bonaventura</b>	39
<b>Mardi 19 septembre 2023</b>	46
<b>Atelier “statut de victimes innocentes” avec Franco La Torre à la “Casa del Jazz”</b>	46
<b>Portrait : Pio La Torre</b>	47
<b>La « Casa del Jazz » : la renaissance d'un bien confisqué</b>	49
<b>Grande criminalité et journalisme antimafia avec Sergio Nazzaro</b>	54
<b>Atelier débriefing de groupe pour clôturer cette formation riche en émotions</b>	57
<b>Documentations</b>	62



Crim'HALT exprime sa profonde gratitude à toutes celles et ceux qui ont contribué à cette réflexion collective : bénévoles et citoyen·ne·s engagé·e·s, professionnel·le·s de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), chercheur·se·s et expert·e·s en droit et en sciences sociales, élu·e·s et représentant·e·s des institutions régionales, nationales et européennes. Leur engagement constant et leur expertise sont une source d'inspiration inestimable pour l'association dans ses actions, menées sans relâche depuis 2014.

L'association tient également à remercier chaleureusement ses partenaires, parmi lesquels l'association NOI, le Comité de quartier Campo Romano, la Casa del Jazz, Franco Latorre, le Comitato Don Diana, et Sergio Nazarro. Leur collaboration essentielle a permis de donner vie à cette formation, un projet financé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne.



# Erasmus+

## L'Edito du Président

En Italie, la mafia a assassiné 9 journalistes de 1945 à 1993<sup>1</sup>. Depuis, la mafia ne tue plus, mais 22 journalistes vivent encore aujourd'hui sous protection policière. Comment les journalistes italiens travaillent-ils sur les territoires que les mafieux veulent contrôler ? Ça existe, le journaliste "antimafia" ? Nous avions envie de travailler sur ce thème à Ostia, port de plaisance et station balnéaire de Rome. Ostia est aussi la ville de Federica Angeli. Nous avions rencontré cette journaliste du quotidien *La Repubblica* à Bruxelles en 2018, lors d'une conférence sur "le journalisme sous protection policière" organisée par l'association [Oxygène pour l'information](#). Federica Angeli : puissante, précise, rigoureuse, convaincante serait notre ancre pour cette formation. Étudier le journalisme en territoire mafieux serait utile pour lutter contre le crime organisé en France ? Francesca Vinciguerra, journaliste italienne à Toulouse qui a écrit un mémoire universitaire sur le sujet, mais aussi Jolan Zaparty, journaliste pour *La Provence* à Marseille, Ali Watani et François Fameli, étaient des nôtres.

Au mois de février 2022, lorsque nous rédigeons notre projet de formation, la loi d'usage des biens confisqués entrait à peine en vigueur (décret d'application promulgué le 1<sup>er</sup> novembre 2021 pour les 10 ans de l'Agence des biens confisqués). Sur invitation de l'Italie, nous avions déjà expérimenté ce dispositif, avant même le vote de la loi. En effet, [dans un appartement parisien confisqué à un mafieux](#) calabrais, l'association [le Nid](#) héberge une victime de la traite des êtres humains. C'est le fruit d'une collaboration France-Italie *La République*.

---

<sup>1</sup> Mauro de Mauro, Giuseppe Impastato, Mario Francese, Giuseppe Fava, Mauro Rostagno, Giancarlo Siani, Walter Tobagi, Giuseppe Alfano, Carlo Casalegno, Cosimo Cristina, Giovanni Spampinato. Casalegno et Tobagi sont des victimes.

Il est donc important de continuer de former un public français à l'application de cette loi en Italie. Comprendre les réussites, mais aussi les échecs afin que le public français fasse connaître la loi auprès des acteurs de l'ESS.

Début 2022, l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués ([AGRASC](#)) propose des premiers biens confisqués à l'usage social. En Guadeloupe tout d'abord, la villa confisquée à un escroc sera mise à disposition d'une association en lien avec le ministère de la Justice : des conjoints violents seront mis à l'écart de leurs victimes dans un bien libéré. Puis à Coudekerque-Branche, dans le Nord, la fondation [Habitat et Humanisme](#) aura à disposition un bien confisqué à un marchand de sommeil pour sortir des sans-abris de la rue. Emmanuel De Lutzel, membre du conseil d'administration d'[Habitat et Humanisme](#), sera des nôtres, tout comme Catherine Jorge de l'AGRASC.

Pour cette 5<sup>e</sup> formation, nous avons continué d'impliquer des victimes françaises. Nous sentions que c'était d'actualité. Malheureusement, 2023 nous a donné raison. Cela a été une année record en matière de règlements de compte à Marseille, faisant de nouvelles victimes innocentes. Le 21 août, le petit Fayed, 10 ans, est assassiné à Nîmes. 4 jours avant notre départ, le mardi 12 septembre 2023, [Socayna Jean](#), 24 ans, est tuée d'une balle dans la tête chez elle, alors qu'elle fait ses devoirs universitaires à Marseille. Les Collectifs de familles de victimes se structurent à Marseille, avec les collectifs antimafia corses : [Aicha Sebai](#), [Laetitia Linon](#), [Jean-Toussaint Plasenzotti](#) et [Lisa Vesperini](#) sont des nôtres.



*« La mafia, Lorenzo, è una cosa che rende schiave le persone. In pratica c'è un gruppo di uomini e donne che si sente il padrone di un territorio, di un quartiere o di una città e pensa di comandare tutti. Hanno molti soldi i mafiosi e si comprano tutto quello che vogliono, sia oggetti che persone. Prima con le buone, offrendo loro denaro appunto, poi, se non accettano e si tirano indietro a un certo punto del gioco, passano alle maniere forti. Sono spietati, crudeli, delle belve contro cui è difficilissimo vincere. Ma noi... vinceremooo ! »<sup>2</sup>*

Traduit en français par : « *La mafia, Lorenzo, est quelque chose qui asservit les gens. En pratique, il existe un groupe d'hommes et de femmes qui se sentent maîtres d'un territoire, d'un quartier ou d'une ville et pensent commander à tout le monde. Les mafieux ont beaucoup d'argent et achètent tout ce qu'ils veulent, aussi bien des objets que des personnes. D'abord avec de bonnes manières, en leur offrant de l'argent, puis, si les personnes n'acceptent pas la corruption, les mafieux passent à la manière forte. Ce sont des bêtes impitoyables, cruelles, contre lesquelles il est très difficile de vaincre. Mais nous... nous gagnerons ! »*

---

<sup>2</sup> Il gioco di Lollo, pp. 33-34, Federica Angeli (URL : <https://crimhalt.org/1971/06/25/il-gioco-di-lollo/>).

## Présentation de l'association CRIM'HALT

Créée en 2014, Crim'HALT est une association qui a pour objectif de sensibiliser aux problématiques de la grande criminalité ainsi qu'aux moyens de lutter contre des phénomènes qui vont du blanchiment d'argent au trafic d'êtres humains. Sa vocation transdisciplinaire et européenne est inscrite dans son ADN puisque Crim'HALT prolonge le projet européen FLARE Network<sup>3</sup> né en 2008 sous l'égide de l'ONG italienne Libera. FLARE entendait promouvoir les droits fondamentaux comme des outils contre le crime organisé. Le programme est arrêté en 2015. Crim'HALT reprend le flambeau pour mettre en réseau les différents acteurs de la société civile qui luttent de près et parfois de loin contre la criminalité organisée en Europe. Dans un contexte de densification mondiale des dynamiques criminelles transfrontalières, l'association veille à la coopération internationale. Elle est aujourd'hui présidée par un géopolitologue italienophone vivant en Île-de-France. Son vice-président, d'origine calabraise mais domicilié à Bruxelles, ancien directeur du média européen édité en 5 langues, Café Babel est aujourd'hui réalisateur. Depuis quelques années, l'équipe s'est enrichie de l'arrivée de Carole Rouaud, attachée de direction et responsable du développement, partenariats et événementiel chez Politis mais aussi de Bérengère Denizeau, docteur en traductologie. Cette direction imprime ainsi une vision transnationale à des actions qui sont de plusieurs ordres.

L'association Crim'HALT agit tout d'abord pour la sensibilisation des institutions, suivie de celle du grand public, avec des méthodes innovantes de lutte contre la grande criminalité. Elle travaille également à la **diffusion de bonnes pratiques**. Elle s'appuie, depuis sa création, sur l'exemple des législations ou des solutions pratiquées dans d'autres pays européens que la France, notamment sur la législation italienne qui est particulièrement avancée en la matière.

### INFORMER

Depuis 2015, Crim'HALT a produit 598 articles sur son site afin de sensibiliser aux pratiques de la grande criminalité et à la place que devrait tenir la société civile

---

<sup>3</sup> Acronyme de *Freedom Legality And Rights in Europe* : Liberté, Légalité et droits fondamentaux en Europe contre le crime organisé transnational.



dans la lutte contre ces activités criminelles. Pour sensibiliser à la grande criminalité, les membres du conseil d'administration interviennent régulièrement dans des ciné-débats, des conférences et dans des médias grand public (France Télévision, RAI, RTL, Mediapart, Le Monde etc.) pour décrypter l'actualité en tant qu'experts. L'association est présente sur des plateformes web via un réseau de journalistes travaillant dans plusieurs pays européens. Crim'HALT participe aussi à des documentaires tels que l'enquête allemande de Sandro MATTIOLI, président de l'association "Mafia Nein Danke" sur le trafic de déchets en Europe. De 2020 à 2022 Crim'HALT délivre des podcasts dans une émission de sa conception : « Crim'Sous Cric » pour attirer un public jeune.

## FORMER

Crim'HALT entretient des liens étroits avec le monde universitaire français en participant à des séminaires, tels que ceux de l'EHESS "Hors la Loi" animés par le docteur Antoine Ducoux. Elle nourrit des échanges scientifiques internationaux constants avec des universitaires italiens, allemands, suisses, anglosaxons. Crim'HALT intervient dans les établissements scolaires : école primaire (projet BD Brancaccio), collèges, lycées et universités afin de défendre les valeurs démocratiques contre la grande criminalité, souvent à l'invitation de professeurs d'italien, qui traitent de la lutte antimafia dans leur programme.

## ANIMER - ÉCHANGER

Pour développer une connaissance commune des phénomènes criminels à l'échelle européenne, l'association organise des manifestations. Elle a co-créé en 2015 le salon "Des Livres et l'Alerte", accueillant des lanceurs d'alerte issus d'horizons très divers. Elle intervient en Belgique avec l'association "Cultura Contro Camorra", au Luxembourg, et avec l'association "Amis de Libera Suisse". Crim'HALT a ainsi invité à Paris en décembre 2019 la représentante du "Comitato don Peppe Diana" (Campanie) pour une conférence antimafia. À l'automne 2019, un collectif citoyen corse a fait appel à des membres de Crim'HALT afin de travailler à la promotion de la création d'un délit d'association mafieuse. Crim'HALT organise des dégustations de produits alimentaires faits par des coopératives sur des terres confisquées à la mafia notamment grâce au

groupe d'achat solidaire aux coopératives italiennes<sup>4</sup> animé par Franco Iannello de "Cultura contro Camorra". Le public perçoit alors de la manière la plus forte le goût de la légalité contre celui du pouvoir mafieux : **c'est "l'antimafia par le ventre"**.

Depuis 2019, Crim'HALT s'insère dans des échanges de bonnes pratiques en Europe grâce aux projets Erasmus+. En 2021, Crim'HALT participe au projet de recherche européen COESO. Coordonné par l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, ce projet a pour objectif de soutenir la recherche participative en sciences sociales et humaines. En collaboration, Café Babel magazine, et Crim'HALT ont étudié, pendant un an, l'utilisation sociale des biens confisqués en Italie. Les résultats de cette recherche sont déclinés sous forme d'articles de presse grand public et d'un article académique. La diffusion prévoit la création d'outils pour sensibiliser un jeune public. Enfin, en 2022, Crim'HALT est choisi comme partenaire dans un projet du département justice EU. Coordonné par l'université de Caserte (Italie), le projet (RINSE) vise à favoriser la reconnaissance mutuelle des décisions en matière de saisie et de confiscation d'actifs.

## ORIENTER

L'activité de plaidoyer est permanente. L'association discute avec des acteurs variés de la société civile (ONG, ESS etc.) et du monde législatif (élus nationaux, locaux, européens etc.). Crim'HALT a ainsi accompagné le dépôt de trois amendements s'inspirant d'expériences des voisins européens entre 2012 et 2017 dans le cadre des projets de loi "Égalité & Citoyenneté" et de la loi relative à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Ils n'ont pas été votés. Crim'HALT sait tirer parti de ce type d'échec pour mieux identifier les solutions applicables en France. Sur ce sujet, elle a choisi de s'inspirer de l'Italie.

L'Italie possède un corpus de lois antimafias efficaces, dont la loi de 1996 qui permet la réutilisation sociale des biens confisqués (terrains, immeubles mais aussi entreprises). Elle est encore mal connue en France mais a inspiré une proposition de loi présentée en mars 2019 à l'Assemblée nationale française. Il a fallu de nombreuses années de plaidoyer auprès des parlementaires pour que l'idée fasse son chemin.

---

<sup>4</sup> <https://www.culturacontrociamorra.eu/fr/boutique/>



Crim'HALT a été un acteur précoce de ce plaidoyer. Cette proposition de loi française, en passe d'être votée en 2020 avant la crise sanitaire, est désormais une réalité depuis 2021. Cette loi favorise le rôle bénéfique des associations et des acteurs de l'ESS dans la lutte anti-criminalité. Crim'HALT accompagne désormais le post-légitif, l'application de loi dont la jurisprudence est à construire sur plusieurs années.

Dans cette perspective, FLARE France avait milité pour un statut de coopérateur de justice qui avait fait ses preuves en Italie et au Benelux. Ce statut ayant été voté en France en 2014, Crim'HALT milite aujourd'hui pour l'amélioration du dispositif. Ainsi, le président de Crim'HALT a été cité comme expert en 2019 aux Assises d'Aix-en-Provence dans le cadre d'un procès impliquant le milieu corse, afin d'éclairer la Cour sur le modèle italien de collaboration. À l'automne 2019, le président de l'association s'est rendu à Bruxelles pour échanger avec des ex-fonctionnaires européens qui ont ensuite été accueillis à Paris lors d'une conférence à la Fondation suisse Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH). En 2022, suite à la montée de la violence en Belgique de la part d'organisation criminelle, Crim'HALT, à l'invitation de l'association Culture Contre Camorra, a participé à des évènements de sensibilisation d'outils antimafias à implémenter en Belgique notamment l'usage social des biens confisqués soutenu par l'association antimafia belge Basta.

Crim'HALT entend mener une activité de plaidoyer sur six points fondamentaux, dont l'usage social des biens confisqués, la reconnaissance des victimes innocentes du crime organisé, et celle du délit d'association mafieuse qui sont développés dans ce livre blanc. Outre ces derniers points, il a également semblé important à l'association de soumettre une réforme du processus de confiscation, de remplacer le statut de "collaborateur" de justice par celui de "coopérateur" de justice (cf. [Tribune de Crim'HALT au Monde : réflexions autour du statut de « coopérateur » de justice](#)) et de promouvoir la protection de l'indépendance de la justice. Ces directions sont accompagnées de plusieurs suggestions de notre part que [nous vous invitons à découvrir](#).

## Objectifs du livre blanc

Même si la population n'en est pas forcément consciente, **le crime organisé touche l'ensemble des citoyens européens**, hommes, femmes, jeunes, âgés, actifs ou non. Nous sommes tous concernés et tous impactés. Crim'HALT cherche en permanence à mieux atteindre les élus et les journalistes sur les questions de la réutilisation sociale des biens confisqués. Elle s'intéresse également, en aval des questions économiques ou culturelles liées au crime organisé, aux victimes et à leur mémoire.

Les réflexions et solutions proposées dans ce livre blanc sont le résultat d'une démarche particulière : dépasser les frontières, les nationalités, les disciplines pour observer la pluralité des cultures, des pratiques au sein d'une communauté large, celle de l'Europe. Ce livre blanc actualisé, **proposé par Crim'HALT, part d'exemples concrets** et d'expérimentations de terrain menées par les membres de l'association. Il met en lumière de bonnes pratiques sans omettre d'identifier et de pointer également les freins à leur mise en place. L'association a choisi le stage d'observation à Ostia en Italie pour découvrir des actions et des solutions concrètes, appliquées au quotidien. L'accent a été mis sur la rencontre d'acteurs locaux : journalistes, universitaires, administrateurs, entrepreneurs et **victimes**. Les activités menées lors du stage à Ostia ont eu pour objectifs

- de compiler des données et des exemples adaptables à la France afin de faire connaître aux bons relais
- d'enrichir les connaissances du droit européen et du droit pénal italien (complexe s'agissant de la lutte contre la mafia), en particulier en milieu agricole.

À la fin du stage, les participants ont appréhendé de manière transversale, le journalisme antimafia, la notion de victimes innocentes du crime organisé, la loi italienne de l'usage social des biens confisqués, le système de confiscation italien ayant été étudié dans sa globalité, du volet juridique à sa mise en œuvre au quotidien, en considérant notamment ses limites en milieu hostile. Cette appréhension est impossible sans aller sur le terrain.



**Ce livre blanc est le résultat d'un regard croisé France-Italie.** Deux voyages d'observation organisés en Campanie au printemps 2019, puis en Calabre en 2020, ont permis d'améliorer le plaidoyer institutionnel et médiatique en France sur le sujet des biens confisqués. Par la suite deux formations ont eu lieu en 2022 : une importante formation en Sicile sur les lieux de mémoire des victimes innocentes et une formation à Milan dans les établissement scolaires qui mènent des activités de sensibilisation à l'antimafia.

En 2023, ce voyage d'observation à Ostia a mis en lumière la vie complexe d'une journaliste persécutée par la mafia, d'identifier des problématiques juridiques et des dispositifs propres à l'Italie, facilitant la comparaison avec les projets français. Plus particulièrement, la rencontre avec des acteurs pionniers de l'antimafia, avec un collaborateur de justice et des acteurs travaillant sur des biens confisqués a abouti à compiler des données, des témoignages qui ne sont pas disponibles dans la littérature scientifique ni les médias. Et au-delà des chiffres, ces échanges ont permis d'aller plus loin **en abordant des dimensions culturelles ou éthiques** plus vastes que ce que l'on attend d'une loi liée à la confiscation de biens mal acquis. Saisir la dimension anthropologique du crime organisé, comprendre comment une population muselée par la mafia depuis des décennies parvient à s'approprier un dispositif légal pour retrouver une forme de dignité à travers le lien social est essentiel.

Crim'HALT propose ainsi aux lecteurs de ce livre blanc de bénéficier de son expérience unique pour les aider à :

- affiner les techniques de plaidoyer institutionnel et médiatique en vue d'un **accompagnement législatif** efficace sur la question de la confiscation des biens mal acquis et de leur utilisation à des fins sociales,
- renforcer les techniques de plaidoyer auprès des acteurs de l'ESS avec des exemples et chiffres issus de l'observation de terrain, prouvant que la lutte contre le crime organisé est aussi un **levier de développement économique**,
- intégrer **comme enjeu culturel** européen la reconnaissance et **la défense des victimes du crime organisé**, ainsi que la transmission de leur mémoire.

## Méthodologie : la formation en mobilité avec ERASMUS +

Depuis sa création, Crim'HALT est convaincue de la portée du système italien de lutte contre la mafia, phénomène criminel le plus abouti et le mieux étudié au monde.

Si certains de ses dirigeants ont eu l'occasion de se rendre sur les terrains confisqués à la mafia, les autres membres et relais de l'association ne pouvaient appréhender l'USBC (Usage Social des Biens Confisqués) qu'avec des chiffres et des statistiques publiés. Ces derniers demeurent malheureusement partiels. L'absence de représentation concrète de l'impact de ces pratiques sur l'économie et le quotidien des personnes concernées était en effet un frein pour soutenir un débat. Crim'HALT avait besoin de développer des arguments pour sensibiliser le public français sur les bénéfices que l'USBC pourrait avoir en France. Érigéant la législation italienne en véritable solution contre la grande criminalité, l'association a tenu à affirmer sa légitimité dans son lobbying pour la transposition d'une loi étrangère.

L'Agence française Erasmus+ a été le bon interlocuteur pour Crim'HALT. Erasmus+ est le programme européen dédié à l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (2014-2020). Il aide les organisations à travailler dans le cadre de partenariats internationaux et à partager les pratiques innovantes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse. Erasmus+ comporte également une importante dimension internationale, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur qui permet d'ouvrir le programme à des activités de coopération institutionnelle et de mobilité du personnel.

Crim'HALT a alors répondu à l'appel à projet européen Erasmus+. Après plusieurs mois de préparation, le projet a été considéré comme éligible par Erasmus+. Un voyage d'observation de cinq jours a pu être organisé au printemps 2019 en Campanie près de Naples, puis en Calabre, sur des terres confisquées aux mafias. **Le but de ces séjours était de découvrir les bonnes pratiques de l'antimafia sociale et de se former aux techniques de plaidoyer et de mise en œuvre de l'usage social des biens confisqués.**



Ces mobilités ont permis de former les membres de Crim'HALT au cours d'activités alternant des temps de découverte de projets associatifs sur des terres confisquées à la mafia et des temps de formation, pendant lesquels différents experts de la question de la lutte contre la criminalité organisée présentaient leurs points de vue, analyses et parcours.

## Participants

- **Fabrice Rizzoli**, cofondateur de Crim'HALT :  
[Le crime organisé en ligne de mire : activisme et empowerment d'un enseignant-chercheur](#)
- **Bérangère Denizeau**, maître de conférence et docteure en traductologie :  
[La traduction de la législation italienne antimafia à l'épreuve de l'intraduisibilité,](#)  
[La mafia italienne entre mythes et réalité](#)  
[Vers une traduction des lois antimafias italiennes en France](#)
- **Davide Bremi**, militant antimafia & trésorier de Crim'HALT
- **Lisa Vesperini**, avocate et chargée d'enseignement à la faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille et de Corse. Membre du collectif [Maffia No A Vià IE](#)
- **Jean-Toussaint Plasenzotti**, enseignant de langue corse Collectif Maxime Susini  
[En Corse, l'oncle de Massimu Susini, assassiné en 2019, rêve d'éradiquer la mafia](#)
- **Laetitia Linon** Collectif "ALEHAN" des familles de victimes à Marseille :
  - [Sarah 19 ans, Rayane 14 ans, Kawtar 17 ans](#) et bien d'autres.
  - [« CE N'ÉTAIT PAS UN DEALER »: LE TÉMOIGNAGE DE LA TANTE DE L'ADOLESCENT DE 14 ANS TUÉ À MARSEILLE](#)
  - [La colère de la grand-mère de Rayanne, tué à l'âge de 14 ans à Marseille](#)
- **Jolan Zaparty**, journaliste à [La Provence](#) :
  - [Le portrait d'une victime innocente : Rayanne, 14 ans, tué par des trafiquants dans la cité des Marronniers à Marseille](#)
  - [Ces agents qui tapent les voyous au portefeuille](#)
  - [Digne et solidaire, la marche blanche pour Kaïs, 16 ans, et tous les autres morts marseillais](#)
- **Anaë Woodward**, étudiante en relations internationales et arabe, en stage chez Crim'HALT avril-mai 2023, référente victimes innocentes Crim'HALT :  
[21 mars 2023 : journée en mémoire des victimes innocentes du crime organisé... la liste s'allonge !](#)
- **Rachid Hertouch alias Ali Watani**, journaliste, réalisateur et auteur :  
[« Soldats d'Allah », le récit du journaliste qui a infiltré Daesh](#)

- **Margot Pettinotti**, étudiante histoire de l'art :  
[La face cachée du marché de l'art](#)
- **Emmanuel de Lutzel**, vice-président d'[Habitat et Humanisme](#) :  
À l'origine de l'affection sociale d'un bien confisqué à un marchand de sommeil à [Dunkerque](#)  
  
[De l'habitat insalubre au logement social : récit de la première réutilisation d'un bien confisqué par l'Etat](#)
- **Bruno Gex**, [réalisateur](#)
- **Stéphane Quéré**, criminologue spécialiste des groupes de motards criminel, auteur de nombreux [ouvrages](#), responsable module "crimorg" du master [criminologie](#) au CNAM et animateur du site [crimorg.com](#)
- **Catherine Jorge**, directrice de communication Agence des biens confisqués [AGRASC](#)  
[Rapport 2022 AGRASC](#)
- **François Fameli**, réalisateur, spécialiste des médias et auteur d'un mémoire ESS  
[Coopérer sur les terrains confisqués aux mafias en Italie : le modèle Libera Terra](#)
- **Francesca Vinciguerra**, journaliste auteure d'un mémoire :  
[Italie : un journalisme sous protection policière](#)
- **Aicha Sebai**, Fondatrice et présidente du collectif Alehan :  
[Drogue à Marseille : les mères en lutte face à une « violence sans limite »](#)
- **Alice Jourdan**, étudiante en géopolitique, stage Crim'HALT juillet-août 2023, travaille sur la mafia chinoise  
[Mafia chinoise en France ? \(crimhalt.org\)](#)
- **Stefanu Manunta** fonction publique, famille de victimes  
Le papa Yves : [Victime d'une triple tentative d'assassinat \(décédé à la troisième\)](#),  
La maman Angèle : [Règlement de comptes en Corse : la passe d'armes se poursuit aux assises](#),  
La petite sœur Carla Serena, victime à l'âge de 10 ans, [Lutte anti-mafia : à Milan, le souvenir des victimes innocentes du crime organisé](#)
- **Marie-Françoise Stefani**, journaliste France 3 Corse Via Stella et auteure du livre "[Une famille dans la mafia](#)" : [« repenti » : un reportage sur la coopération avec la justice en France](#)
- **Stéphane Lapera**, Grand Reportage Images ; leur travail lors du dernier

### Erasmus+ :

- Lutte contre la mafia : à Milan
- Crim'halt organise un séjour pour découvrir comment sont réutilisés les biens confisqués à la 'Ndrangheta.
- Le souvenir des victimes innocentes du crime organisé
- Les élèves sensibilisés aux dangers du crime organisé
- En Italie, d'anciens biens mafieux transformés en coopératives sociales



Groupe ERASMUS+ 5 Ostia

**Livre Blanc Erasmus+ Ostia**  
**Du 16 au 20 septembre 2023**

**Samedi 16 septembre 2023**

**Ostia, rencontre avec notre partenaire, l'association, NOI (NOUS)**



*Massimo, président de NOI, Federica Angeli et Fabrice Rizzoli, président de Crim'HALT*

Après notre arrivée à Rome, nous assistons à un atelier “présentation entre les participants”. Puis, nous rejoignons Federica Angeli, son mari Massimo et son fils dans une pizzeria “mafia free” : *Romolo al centro*. Federica a choisi ce restaurant car il n'appartient pas à la mafia : les cotisations sociales sont payées... ce qui ne semble pas être le cas de nombreux autres établissements à Ostia.

Massimo accueille les participants aux côtés de sa femme. Nous présentons chaque participant, son histoire, son métier.



Federica Angeli discute avec Marie-Françoise Stefani, journaliste France 3 Corse Via Stella

Federica Angeli et sa famille vivent sous protection policière depuis dix ans. Federica est à l'initiative de la création de l'association antimafia NOI, qui pour ce séjour, est notre organisme d'accueil. Cette soirée est l'occasion pour chaque participant de faire connaissance et d'échanger.

Au cours de la soirée, chacun reçoit un exemplaire dédicacé du second livre de Federica Angeli "*Il gioco di lollo*". Traduit en français par "*Le jeu d'Alessandro*" , ce livre raconte comment les enfants de Federica ont vécu ces 10 dernières années sous protection policière. Dès le début de sa vie sous protection, Federica a voulu épargner autant que faire se peut, ses enfants, alors âgés de 3, 5 et 8 ans. Ainsi le premier jour, Federica est rentrée à la maison : "*Mes enfants, vous savez maman a écrit un super article pour son journal. Il est tellement bien que mes patrons ont décidé de me donner une voiture et un chauffeur*". S'ensuivit un hourra de joie des enfants pour la plus forte des mamans. Depuis 10 ans, les enfants ne sont plus montés dans une voiture avec leur mère...





*Federica Angeli, journaliste sous protection policière, s'apprête à distribuer son livre aux participants de la formation*

Pendant des mois, un mafieux était posté devant la maison de la famille Angeli en signe d'intimidation. Federica a dit à ses enfants que c'était un amoureux transi. Elle a même demandé à ses enfants de le surveiller discrètement du balcon. Toutes ces situations de contournement se sont transformées en jeu, à l'instar de la situation continue dans le film "[La vie est belle](#)" qui voit un papa inventer un jeu pour son fils alors qu'ils sont dans un camp de concentration.

Après le repas, Federica nous emmène dans le centre d'Ostia, nous présente les deux derniers restaurants aux mains des mafias de la ville. L'un d'entre eux appartient à la mafia napolitaine. Le second qui venait d'ouvrir appartient à la mafia calabraise. La première soirée fut des plus instructive.

**Dimanche 17 septembre 2023**

**Le journalisme antimafia, le combat de Federica Angeli - rendez-vous au siège de l'association NOI... dans un bien confisqué**



Dimanche 17 septembre, nous allons au siège de l'association NOI. Ce premier local confisqué au clan Fasciani à Ostia est une ancienne boulangerie.

Federica Angeli retrace l'installation arrivée de la mafia dans la ville d'Ostia : les Fasciani, les Triassi, les Spada, le clan de la bande de la Magliana.

Le clan Fasciani était le plus puissant de la ville. Originaires de l'est de Rome, les Fasciani arrivèrent à Ostia dans les années 1970. Avant de pratiquer l'usure, ils dirigeaient une boulangerie. Pendant des années, les Fasciani étaient le seul clan du territoire. Ils étaient puissants.



### *Siège de l'association antimafia NOI*

Dans les années 1980, la famille sicilienne des Triassi s'installa dans la région. Ils étaient deux frères mariés avec les deux filles du clan Caruana Cuntrera, un clan de Cosa nostra sicilienne.

En arrivant à Ostia, les Siciliens allèrent se présenter à la tête du clan Fasciani. En langage mafieux, cela se traduit par la reconnaissance de la mainmise de l'autre sur le territoire.



*Federica Angeli et les participants d'ERASMUS+ 5 dans les locaux de NOI*

La famille Fasciani était associée au trafic de cocaïne. Par conséquent, les Fasciani exerçaient un contrôle considérable sur la ville d'Ostia en possédant des commerces légaux, assurant ainsi leur domination sur la région.

En 1995, l'un des frères Triassi fut blessé à la jambe lors de tirs en ville. Une conversation à l'hôpital entre Carmine Fasciani, Michele Senese (de la Camorra napolitaine) et Massimo Triassi, révéla que les tireurs sont d'anciens membres de la [bande de la Magliana](#).

Ce clan a contrôlé la vie criminelle de Rome de 1980 à 1990. Aujourd'hui, la jeune génération montante du clan de Magliana est implantée à Ostia. Le chef Fasciani se moqua de Triassi pour s'être fait tirer dessus par des "*jeunes*", mais il reconnut, cependant, la gravité de la situation. Il prit immédiatement les choses en main et décida que les Triassi ne pourront s'occuper que du trafic d'armes et des salles de jeu légales. Fasciani s'empara du trafic de cocaïne et de l'exclusivité des plages, gardant ainsi le contrôle sur les établissements balnéaires.

Federica Angeli souligne qu'elle a été confrontée au clan Spada. Les Spada étaient impliqués dans des activités relativement mineures, ils étaient qualifiés de "voleurs de poules". Dans les années 1990, le clan Spada se présenta au clan Fasciani avec la volonté de travailler pour eux, ce qui marqua le début d'une évolution : les Spada, déterminés, cherchaient également à obtenir l'accès à la plage.

Federica poursuit son récit en se remémorant des souvenirs. Elle se souvient avoir vu des membres de la famille Spada sortir du supermarché avec un panier rempli sans payer à plusieurs reprises. La première fois, elle dénonça cette injustice à la caissière, mais elle n'obtint aucune réponse. La deuxième fois, elle se tourna vers le directeur, mais là encore, aucune réaction. La troisième fois, elle réalisa que les Spada avaient acquis un nouveau statut, renforçant leur pouvoir. Elle explique qu'à Rome, jusqu'en 2018, aucune condamnation judiciaire n'est enregistrée.

Un jour, elle finit par rencontrer le chef du clan Spada, qui admet avoir commis un double homicide en 2013. Il sera condamné des années plus tard suite à un témoignage.

L'**Art. 416 bis du code pénal italien** définit le crime d'ordre mafieux. Voici une définition du président de Crim'HALT : « Le délit d'association mafieuse, c'est : 1. Quiconque fait partie d'une association de type mafieux formée de trois personnes ou plus est puni d'un emprisonnement de dix à quinze ans. 2. Ceux qui promeuvent, dirigent ou organisent l'association sont punis, pour ce seul fait, d'un emprisonnement de douze à dix-huit ans. 3. L'association est considérée comme de type mafieux quand ceux qui en font partie se prévalent de la force d'intimidation du lien associatif et de la condition d'assujettissement et d'omerta qui en découle, pour commettre des délits.»<sup>5</sup>



Mais dans le Centre et le Nord de l'Italie, il y a une réelle résistance culturelle pour condamner la mafia. **Federica dit s'appuyer sur cet article de loi pour enquêter.**

**En 2013, Federica Angeli part d'un fait : la normalité. C'est une donnée qu'un citoyen ou qu'un journaliste ne doit pas oublier.** En Italie, la présence omniprésente de la mafia est un fait bien connu et accepté. Dans des villes comme Ostia, les habitants grandissent dans un environnement où les clans mafieux sont familiers, et cela devient presque banal. Les pratiques associées à la mafia font partie intégrante de la vie quotidienne. Ainsi, un bon citoyen doit rester vigilant, observer

<sup>5</sup> Fabrice Rizzoli, La mafia de A à Z - Crime organisé, mafias, antimafia : 160 définitions pour un état des lieux.

attentivement son environnement, et se poser des questions sur ce qu'il observe.

**« *Un bon citoyen ne doit jamais fermer les yeux sur ce qu'il considère être normal, il ne faut jamais s'arrêter de se poser des questions* »**

Journaliste passionnée, elle nourrit un intérêt particulier pour le crime italien. Un jour, après avoir été alertée par un signalement de vente forcée d'un établissement balnéaire, elle décida d'enquêter sur l'affaire. Plongeant dans les dossiers judiciaires, elle découvrit que les enquêtes en cours concernaient principalement des affaires de trafic de drogue et d'usure, sans mention du terme "mafia".

Elle se rend dans l'établissement balnéaire des Spada avec deux techniciens et des caméras cachées. La personne se présentant comme le directeur s'avèra être un membre du clan Spada. Elle lui posa des questions auxquelles il répondit de manière évasive. Lorsqu'il réalisa que la scène était filmée, il devint furieux et menaça la journaliste afin qu'elle arrête d'enregistrer. Il dissimula une arme derrière son dos et la menaça de manière agressive. Elle fut alors séquestrée dans une salle à part pendant plusieurs minutes et fut l'objet d'intimidations.

**« *Toi, journaliste, tu fais quoi ici ? C'est moi qui commande ici, j'ai tout le monde dans ma poche* »**

Il la menace ainsi que sa famille, notamment son plus jeune enfant aux yeux bleus. Elle réussit à s'échapper en montrant que les images filmées avaient été effacées de la caméra.

## Elle passe au deuxième élément de son enquête : l'omerta, la loi du silence



Federica poursuit son récit expliquant qu'elle a interrogé plusieurs citoyens, mais aucun d'entre eux ne semblait connaître les Spada. Ils obéissaient à la loi du silence.

Malgré cela, elle rassembla tous les éléments de ses enquêtes dans un article prévu pour être publié en juillet 2013, où elle prit position en utilisant le terme "mafia". Mais, quatre jours avant la sortie de son enquête, elle entendit des coups de feu en bas de chez elle et vit Carmine Spada, le chef du clan.

Federica est sous protection policière depuis 10 ans. Elle explique que chaque jour, de nouveaux

liens entre les Spada et la police locale, ainsi que des associations anti-mafia fictives, sont découverts.

À Ostia, l'opinion publique était divisée entre ceux qui applaudissaient le travail de Federica et ceux qui s'y opposent, car ce sujet est tabou. Elle espère pouvoir changer les choses. Peu à peu, le mur de l'omerta s'est effrité, notamment lorsque les commerçants ont commencé à dénoncer ouvertement la présence mafieuse dans la ville. En 2018, la police a arrêté des dizaines de membres du clan Spada pour "association mafieuse".



*L'association NOI signifie "nous" :*

**« nous sommes plus nombreux que les mafieux. Nous allons gagner »**



### **Pour Federica, « *la mafia est un prétexte pour jouer* »**

Aujourd'hui, les groupes mafieux sont moins puissants car ils ont été affaiblis par l'action de l'antimafia. Il y a eu un changement d'image dans le milieu criminel local : les autres organisations criminelles ont choisi de ne pas collaborer avec les Spada en raison de leur dangerosité.

Federica souligne que "*les mafieux ont des armes. Cependant, NOUS, les citoyens, sommes plus nombreux que les mafieux et NOUS pouvons utiliser la parole et les témoignages pour dénoncer et nous défendre.*"

En 2021 et en 2023, les dernières décisions judiciaires ont été prises, et la Cour de Cassation a qualifié les Fasciani et les Spada de "mafieux". Cependant, même si les Spada sont désormais moins actifs, le territoire d'Ostia demeure très attractif pour les groupes mafieux. Les jeunes qui s'en étaient pris aux Triassi ont repris du pouvoir à Ostia, aux côtés de la Camorra.

### **Pique-nique « libera terra » sur un bien confisqué à la mafia**

Les participants se retrouvent pour un déjeuner pique-nique "libera terra" sur un bien

confisqué au clan des Casamonica à Campo Romano (en grande banlieue de Rome).

*Picnic  
terra &  
Nuova*

*Libera  
NCO,  
cucina*



organizzata pour toute l'équipe Crim'HALT, composés de produits fabriqués sur des terres confisquées à la mafia ! Crim'HALT a fait venir 30 kilos de mozzarella produite sur des terres confisquées à la mafia napolitaine.



## Visite de la propriété libérée du clan Casamonica à Campo Romano en partenariat avec le Comité de quartier sur le Parc della legalità

Dans l'après-midi, nous visitons la propriété libérée du clan Casamonica à Campo Romano en collaboration avec le comité de quartier sur le Parc della legalità.

La propriété confisquée est située au sud-est de Rome. Le quartier y est paisible, ce qui a incité le clan Casamonica à s'y installer, loin de l'agitation, afin d'éviter la police.



Le comité de quartier de Campo Romano est né en 2009 dans le but d'aider les citoyens dans une ville dortoire sans services publics (pas de bus par exemple). La propriété confisquée au clan Casamonica, est revenue à la mairie mais elle ne pouvait être vendue légalement. Le comité est intervenu : il a remporté le procès contre la mairie et a réussi à obtenir la gestion du terrain.

Initialement, le comité de quartier se consacrait à l'entretien des rues et n'avait pas de vocation antimafia. Le comité de quartier est entièrement composé de bénévoles, soit 15 personnes, principalement des retraités qui sont les plus engagés.

La maison avait pour vocation d'être détruite afin de créer un nouvel espace à disposition des citoyens du quartier.

Le comité de quartier fit une demande à la municipalité afin d'obtenir la destruction, la création d'une bibliothèque ainsi que la plantation d'arbres pour fournir de l'ombre. Le premier coup de pelleteuse de la démolition fut donné par le ministre de l'intérieur italien.



Cinq ans après avoir obtenu les clés de la propriété, le parc de la légalité et la bibliothèque ouvrirent le 23 mai 2019.



*Propriété libérée du clan Casamonica à Campo Romano : l'extérieur avec le terrain de basket où les jeunes du quartier viennent jouer ensemble*



*A l'intérieur, la bibliothèque construite pour que les jeunes du quartier puissent venir étudier*



Le président du comité explique qu'au XXe siècle, après la guerre, l'État avait attribué toutes les maisons de ces quartiers aux anciens combattants : ils n'étaient pas propriétaires mais gestionnaires. C'est l'une des dernières maisons vendues, et elle est revenue au clan Casamonica.

Ces cinq dernières années, le comité a dynamisé le lieu en organisant une variété d'activités et d'événements. Cet engagement continu démontre la volonté du comité de créer un environnement inclusif et dynamique pour tous les habitants du quartier.

Aujourd'hui, c'est un lieu fréquenté. Les jeunes ne craignent pas de venir jouer au football ou au basket sur le terrain, même si des familles de mafieux habitent en face.



*Les participants écoutent attentivement les mots des représentants du comité*

**“Les fils de mafieux viennent aussi jouer au foot : pour nous, c'est une petite victoire”**

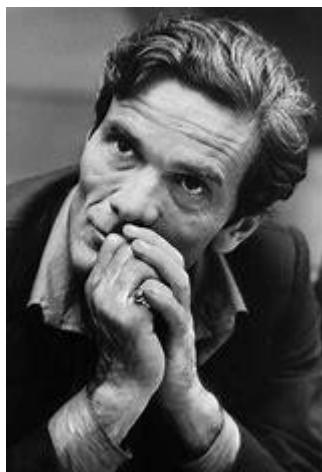
C'est grâce à Libera qui a fait voter une loi en 1996, concernant la mise à disposition et la réutilisation des biens confisqués à la mafia que des comités comme celui-ci existent. Ainsi, des citoyens italiens peuvent créer des activités valorisant la réutilisation de ces biens, tout en permettant leur remise à disposition à des personnes qui ont été lésées par le crime. De plus, le nombre d'adhésions a augmenté, ce qui témoigne de l'intérêt des personnes pour ces initiatives.

Aujourd'hui, deux maisons en face du parc ont été mises à disposition d'association. Une première maison a été mise à disposition de jeunes mineurs isolés. Une des maisons à côté, la villa Casamonica 16 via Roccabernarda, accueille des personnes atteintes de troubles du spectre autistique. Pour la remise des clés par la Région Lazio à l'association Angsa le 7 septembre 2017, le ministre de l'Intérieur s'est déplacé en personne.



**Lundi 18 septembre**

### **La stèle de Pier Paolo Pasolini**



Le jour suivant, nous débutons la journée par un arrêt sur un lieu de mémoire et d'assassinat : la stèle de Pier Paolo Pasolini. Pier Paolo Pasolini était un écrivain et poète italien mais aussi un scénariste et réalisateur. Il a été assassiné dans la nuit du 1er au 2 novembre 1975 sur la plage d'Ostia. Les circonstances de sa mort demeurent encore imprécises.

*« Quand on lit Pasolini, on accède à une réalité dont on ne peut plus sortir. On accède à un savoir dur et très fort. Son analyse critique de la société est teintée de poésie, aucun autre auteur ne m'a transmis cela. C'était quelqu'un de complexe et de tourmenté. Il était catholique et communiste »* sont les mots de Jean Toussaint Plasenzotti, membre du Collectif Maxime Susini.



Jean Toussaint Plasenzotti explique que malgré le déclin du communisme en 1976, il

obtient 33% des votes lors des élections en Italie. Dans ce contexte géopolitique, l'Italie partageait alors, une frontière avec les Balkans communistes. Pendant 50 ans, la Démocratie chrétienne se maintient au pouvoir et s'allie à la mafia, assurant ainsi l'impunité croissante de cette dernière. L'État et les services secrets ont parfois collaboré avec la mafia pour éliminer les opposants au régime. Pasolini, marxiste et homosexuel, était une figure connue, ce qui a suscité des spéculations sur un éventuel assassinat politique, bien que le mystère de sa mort soit resté non résolu.



*« La mort n'est pas de ne pas pouvoir communiquer mais de ne plus pouvoir se faire comprendre », Pier Paolo Pasolini.*

### La salle de sport confisquée della Legalità

*Sur le chemin pour rejoindre Federica Angeli, nous passons devant la salle de sport confisquée au clan Spada T&T Palestra della Legalità.*



*Le président de Crim'HALT explique la confiscation de la salle de sport désormais libérée de la mafia.*

La salle de sport qui appartenait autrefois au clan Spada a été récupérée par la commune d'Ostia. Devenue la salle de sport de la légalité, elle est désormais utilisée pour des activités légales. Cette transformation représente une belle revanche car le lieu continue à servir à la même activité que celle du clan mafieux, mais dans le respect de la loi et dans un esprit antimafia.



*Plaque "bien restitué à la commune grâce à l'engagement de" la région de la Lazio, l'institut du crédit sportif, etc.*

## Le port d'Ostia avec Federica Angeli

Nous retrouvons Federica Angeli sur le port d'Ostia. La gestion économique ainsi que ses commerces et la salle de sport della Legalità, ont été confisqués au clan d'entrepreneurs Balini. Selon la police italienne, ces confiscations représentent huit établissements balnéaires sur le port, d'une valeur estimée à 450 millions d'euros.

Les autorités ont réalisé que ces établissements, en particulier ceux de la salle de sport, étaient des points de rencontre entre les différents clans de la ville, notamment les familles Spada et Fasciani. Les boutiques du port, autrefois gérées par les clans, constituaient une économie grise mêlant argent légal et illégal.

En 2015, de nombreuses boutiques ont été confisquées et Balini a été poursuivi pour blanchiment d'argent ainsi que pour complicité externe avec une association mafieuse. Bien que Balini soit sorti de prison, le port est toujours géré par un administrateur judiciaire, malgré un appel d'offres. Les biens ont été saisis par l'État après avoir franchi le stade de la saisie provisoire.

L'administrateur judiciaire du port d'Ostia est déterminé à poursuivre cette affaire. Lorsqu'un bien est saisi par la justice, plusieurs étapes sont nécessaires avant la confiscation effective. C'est à ce moment qu'intervient l'administrateur judiciaire, chargé de la gestion du bien. Une fois la confiscation réalisée, l'administrateur judiciaire peut alors lancer un appel d'offres pour l'attribution du bien.



Francesca Vinciguerra  
traduit les propos de  
Federica Angeli



En 2020, les activités économiques du port d'Ostia sont définitivement confisquées. Cependant, l'administrateur judiciaire, également affilié à l'organisme chargé de la gestion des biens confisqués, ne lance pas d'appel d'offres pour la gestion du port. Il prétend que personne à Ostia n'a les moyens de gérer le port. Cette excuse est répétée la deuxième année mais cette fois en invoquant des abus présumés dans les travaux portuaires. Au cours de la troisième année, des tentatives de négociation sont encore en cours.

Le port d'Ostia est une infrastructure importante qui génère des revenus considérables, notamment grâce à la location d'emplacements pour les bateaux. Depuis sa confiscation, l'État perçoit entre 2 et 3 millions d'euros de revenus annuels. Pour garantir la pérennité de cet important pôle économique, l'État cherche à rétablir un équilibre et à trouver une solution viable pour l'avenir du port.

### **"Anema e Core", restaurant confisqué**

Vers 12h30, nous nous rendons pour déjeuner dans un établissement confisqué à la mafia. Aujourd'hui, le restaurant "Anema e Core" est géré par un entrepreneur non lié à la mafia. Nous sommes accompagnés de Federica Angeli et de Luigi Bonaventura, un collaborateur de justice et ancien membre de la mafia calabraise.



*Anema e Core, restaurant confisqué sur la plage d'Ostia*



*Au programme, poisson et fruits de mer*

## Atelier avec le "repenti" Luigi Bonaventura



Cet après-midi, nous assistons à un atelier avec le "repenti" Luigi Bonaventura.

Le terme de « collaborateur » ou de « coopérateur » de justice est préféré au terme de « repenti ». Depuis 2004, une loi existe en France concernant les collaborateurs de justice, bien que ce terme ne soit pas encore largement utilisé. Contrairement au dispositif italien, en France, il n'est pas possible de protéger quelqu'un ayant commis un meurtre.

En Italie, depuis 1991, il existe un programme de protection pour les anciens mafieux, témoins et collaborateurs de justice. Au début, environ 5 000 personnes étaient protégées simultanément, comprenant environ 1000 mafieux et 4000 membres de leurs familles. Actuellement, la population protégée en Italie se chiffre à 6 246 personnes. Les collaborateurs de justice protégés sont 1.277 (dont 63 femmes); les parents des collaborateurs: 4915.

Luigi Bonaventura, ancien membre de la mafia calabraise, est un collaborateur de justice, bien qu'il ne bénéficie plus de la protection de la justice italienne. Tout d'abord, il exprime ses condoléances aux familles des victimes présentes et félicite

ceux qui soutiennent le mouvement antimafia. Il exprime sa surprise face au nombre de morts en France, un chiffre qu'il ignorait. Il critique la loi française, la qualifiant d'« *absurdité* », car elle ne permet pas le repentir. Selon Bonaventura, collaborer avec la justice permet de réduire le nombre de décès, comme en Italie où ce système a eu cet effet.

En France, il faudrait dénoncer l'intention d'assassinat pour obtenir le statut de collaborateur de justice et la protection qui en découle, ce qu'il considère comme absurde. Il partage son expérience en tant que membre d'une famille mafieuse en Calabre, expliquant qu'il était considéré dès son enfance comme un mafieux et qu'il avait le statut de « *jeune d'honneur* » de la N'drangheta. Il est convaincu d'avoir été conçu dans le but de devenir un assassin. À sa naissance, le statut de collaborateur n'existe pas et la guerre entre clans mafieux faisait rage en Calabre, avec une dizaine de morts par jour. La guerre prenait fin lorsqu'un des derniers fils d'une famille décédait. C'était un cycle sans fin.

***« Je suis né au milieu d'une guerre mafieuse. Mon oncle a été assassiné quand j'étais petit »***

Luigi Bonaventura explique qu'il a grandi dans un environnement marqué par l'« *incitation à la haine* » et à tuer. Le mot « *tuer* » était omniprésent dans son quotidien. Dès son plus jeune âge, il a été initié à l'utilisation des armes à feu et a été préparé psychologiquement à cette réalité violente. Il a tiré avec un pistolet, pour la première fois, à l'âge de 10 ans.

***« A partir de 14 ans, j'ai été entraîné dans les bois avec différents types d'armes. L'entraînement a été de plus en plus intensif »***



*Luigi Bonaventura interviewé pour [France 3 sur la plage d'Ostia](#)*

Luigi Bonaventura souligne que ses parents utilisaient le mot « *cible* » pour désigner une personne à abattre, par ses parents ; une expression qui déshumanise complètement l'acte pour lequel il était formé. Lorsqu'il a commis son premier meurtre, il explique avoir agi comme une machine. Il s'est entraîné pendant des années en vue de cet événement. Au moment où sa victime est tombée au sol, son cœur a commencé à battre plus vite.

Durant ses entraînements, son père lui avait inculqué qu'il ne devait pas faire de victimes innocentes. Même si cela devait lui coûter la vie, il ne devait pas tuer des innocents. Les personnes qu'il a tuées étaient également des soldats de la mafia, préparés pour cela. Bonaventura les qualifie d' « *enfants de la malchance* ».

**« Aujourd'hui, on a beaucoup moins de scrupule à tuer quelqu'un, surtout**

### ***pour des avantages économiques »***

L'argent a toujours été important, lorsqu'il était mafieux. Il compare la mafia calabraise à une secte, soulignant le conditionnement extrême dans lequel il a vécu. Il veut faire comprendre la raison d'être des collaborateurs de justice : « *Je sais que c'est difficile pour les familles de pardonner. Mais il faut reconnaître la volonté des collaborateurs de justice. Pardonner ne signifie pas oublier.*

Selon L. Bonaventura, le parcours d'un collaborateur de justice doit passer par la prison pour témoigner de sa volonté de se repentir. La prison permet une rééducation réelle et une réinsertion dans la société. Les collaborateurs de justice jouent un rôle crucial, car la finalité de la repentance est de réduire le nombre de meurtres à long terme. Il explique qu'un mafieux doit couper les liens avec le crime pour que ses enfants soient épargnés.

Réinsérer les personnes issues du crime permet à tout le monde de vivre en harmonie : c'est une avancée.

« *En sortant de la mafia, on peut changer* », dit Luigi Bonaventura. « *Quand tu tues, tu ne ressens pas rien. A chaque fois, c'est une partie de ton âme que tu tues avec* » : il explique le mal qu'il a ressenti.

« *Quand tu grandis, tu n'as pas le contrôle du temps. La seule chose que tu peux faire, c'est devenir une meilleure personne par la suite. J'ai eu la chance d'avoir deux femmes qui m'ont beaucoup apporté : ma mère qui était opposée à cela, elle a dû s'adapter au milieu du crime quand elle s'est mariée avec mon père ; elle a subi beaucoup de violence pour son opposition. Mais elle était toujours volontaire pour apprendre le bien à mon père. La deuxième est ma femme qui a su écouter mon cœur et comprendre. J'ai été un enfant soldat. J'ai des traumatismes que j'ai appris à exprimer puis à soigner grâce à elle* ».

Luigi Bonaventura collabore avec la justice depuis 16 ans, travaillant avec 16 parquets judiciaires, dont 2 en Allemagne. Il a également fondé deux associations pour soutenir les collaborateurs et témoins de justice, avec pour objectif principal d'informer. Sa propre enfance volée le pousse à s'engager principalement auprès des

jeunes, cherchant à défendre les outils essentiels tels que les écoutes téléphoniques et les collaborateurs de justice. Il souhaite également protéger les familles des collaborateurs et veiller à ce qu'ils ne subissent pas de difficultés excessives dans le cadre des normes étatiques.

Refusant d'être considéré comme un héros, Bonaventura déclare avoir agi pour lui-même, pour sa femme et ses enfants. La plupart des collaborateurs de justice voient leurs peines allégées en raison de leur volonté de sortir du milieu criminel et mafieux. Pour Bonaventura, sa femme a été déterminante dans sa décision de collaborer avec la justice, l'incitant à montrer à ses enfants ce qui est bon pour leur offrir une vie meilleure. Elle lui a fait prendre conscience qu'il était possible de changer et lui a enseigné la beauté de la vie.

Avant de décider de coopérer avec la justice, Bonaventura a consulté son père, sachant qu'il risquait d'être assassiné. Dans la culture de la 'Ndrangheta, c'est au parent le plus proche de "nettoyer la honte", donc son père ou son frère aurait dû le tuer. Bien qu'il n'en veuille pas à son père, il reconnaît que celui-ci a été davantage endoctriné que lui.

Après avoir riposté à deux attentats de son père en le blessant, Bonaventura a finalement reçu le soutien de sa mère, qui lui a toujours enseigné des valeurs différentes de celles de la mafia. Malgré les risques, il reconnaît la chance d'avoir eu le soutien de sa mère, et son père, avant de mourir, a finalement accepté son choix.

Malgré le fait qu'il vive désormais sans escorte et sans protection en Italie, Luigi Bonaventura assume pleinement cette situation. Bien qu'il n'ait pas de soutien de la part des autorités italiennes, il éprouve des difficultés à accepter que sa famille puisse être en danger. Malgré les épreuves qu'il a traversées, il se considère comme l'homme le plus heureux du monde, car il a réussi à sortir du système mafieux. Cette déclaration a suscité un échange émouvant avec les participants, notamment les familles de victimes.



*Aïcha, mère de victime du crime organisé, s'adresse à Luigi Bonaventura*

**Lisa Vespirini, avocate : « comment se fait-il que vous ne soyez plus sous protection malgré votre statut ? »**

Il est clair que des dysfonctionnements persistent dans le système de collaboration de justice. Les mafias détiennent un pouvoir bien plus grand que ce que l'on peut imaginer. Qu'il ne bénéficie pas de protection, ne semble pas inquiéter Luigi Bonaventura, qui se dit satisfait de sa collaboration et de son statut actuel. Il exprime son sentiment en déclarant que l'État ne lui a rien donné.

Quant à Laetitia, qui a perdu un proche à cause du crime organisé, elle interroge Luigi Bonaventura afin de savoir s'il aurait collaboré avec la justice si aucune réduction de peine n'avait été en jeu. Il répond que sa principale motivation était de sortir sa famille de ce système de vendetta. La réduction de peine n'était pas sa préoccupation principale ; il pensait avant tout à ses enfants. Luigi Bonaventura a effectivement purgé une peine de dix ans de prison suite à ses témoignages.



*Luigi Bonaventura répond aux questions des participants de l'atelier*

L'atelier animé par Luigi Bonaventura a été concluant pour les participants de la formation, leur permettant, notamment, de comprendre comment la collaboration avec la justice peut avoir un impact positif en bloquant et en réduisant l'influence des clans mafieux sur la société. Cela met en lumière l'importance de témoignages comme le sien dans la lutte contre le crime organisé.

**Mardi 19 septembre 2023**

**Atelier “statut de victimes innocentes” avec Franco La Torre à la “Casa del Jazz”**



*L'entrée ensoleillée de la Maison du Jazz à Rome*

L'avant dernier jour, les participants se rendent à Rome pour une visite de la Maison du Jazz, bien confisqué à la mafia. Au programme : un atelier sur le concept de victimes innocentes de la mafia avec Franco Latorre, [fils de Pio La Torre](#).



Franco La Torre, [fils de Pio La Torre](#) et Fabrice Rizzoli

### Portrait : Pio La Torre



Homme politique engagé, Pio La Torre était sénateur du Parti communiste italien et député dès 1972. En 1980, il propose une loi sur le délit d'association mafieuse, marquant ainsi son engagement contre la criminalité organisée. Il était également un fervent défenseur des droits des paysans et un leader

dans la lutte antimafia, devenant une figure majeure du mouvement pacifiste européen. Il manifestait même contre les risques de conflit nucléaire avec la Russie.

En 1982, la Sicile devient le centre d'une grande mobilisation politique dont La Torre était l'un des initiateurs. Depuis les années 1950, il était surveillé en raison de son rôle

au sein du Parti communiste italien (PCI). Tragiquement, il est assassiné le 30 avril 1982, victime de la mafia, avec son chauffeur Rosario Di Salvo qui tente de riposter. Son assassinat est attribué à ses positions politiques et à ses initiatives législatives visant à lutter contre le crime organisé en proposant des lois sur la confiscation des biens illégalement acquis. Pour La Torre, combattre la mafia était un combat pour le progrès et la justice sociale.

Le 30 septembre 1982, le Parlement italien adopte la loi proposée par La Torre, marquant ainsi un tournant historique dans la lutte contre la mafia. Cette loi, connue sous le nom de loi 416 bis, définit les caractéristiques principales de la mafia, notamment l'intimidation (la violence), le secret (la mafia n'existe pas), et l'omerta (la loi du silence). Elle décrit également les activités LEGALES typiques de la mafia, telles que l'acquisition de marchés publics grâce à la corruption. Aujourd'hui, cela fait 41 ans que la loi 416 bis fonctionne et elle continuera à fonctionner.

**« Mon père le répétait toujours. Son but, à la mafia, est d'accumuler de la richesse et non de tuer. »**

La loi 416 bis a marqué un tournant dans la lutte contre la mafia en Italie. Elle vise à saisir et confisquer les biens acquis illégalement par la mafia, tout en permettant l'analyse approfondie du patrimoine criminel. Cette loi a également permis de lever le secret bancaire entourant les biens de la mafia, facilitant ainsi les enquêtes et les confiscations.

Depuis son adoption, d'autres articles ont été ajoutés à cette loi, renforçant encore davantage les dispositifs de lutte contre le crime organisé. Par exemple, la création de la direction des enquêtes et du parquet antimafia, une initiative qui avait été envisagée dès 1976 par Pio La Torre lui-même, illustre l'engagement continu de l'État italien dans la lutte contre la mafia.

**« Se battre contre la mafia n'est pas aller dénicher le mafieux mais c'est synonyme de se battre pour la vie, la société et la culture et le développement de la société sicilienne »** - Franco La Torre.

## La « Casa del Jazz » : la renaissance d'un bien confisqué



La Maison du Jazz à Rome a été confisquée à la bande de la Magliana, qui était l'un des principaux clans criminels de la ville dans les années 1980. En 2002, suite à une décision du maire de Rome, elle a été ouverte au public pour des événements musicaux.

En collaboration avec l'association Libera, la Maison du Jazz est aussi le lieu d'une initiative commémorative importante. À droite de l'entrée de la maison, on trouve une liste tragique : celle des 1 000 victimes innocentes tuées par la mafia. Cette liste remonte jusqu'à la fin du

19ème siècle et inclut des personnes de divers horizons, dont Emanuele Notarbartolo, ancien maire de Palerme et directeur de la banque de Sicile, qui est le premier nom de la liste.



*Franco La Torre montre la liste des 1000 victimes innocentes tuées par la mafia à l'entrée de la Casa del Jazz à Rome*

Pendant les années 1970 et jusqu'à la fin du 20ème siècle, la liste des victimes innocentes tuées par la mafia continue de s'allonger, reflétant une période marquée par l'influence croissante de la mafia. L'ère de Toto Riina, l'un des chefs de Cosa Nostra, est particulièrement meurtrière, caractérisée par un conflit de pouvoir intense entre l'État et la mafia. La Casa del Jazz abrite également le siège d'une association de journalistes, [Oxygène pour l'information](#), ce qui souligne l'importance de ce lieu comme un espace dédié à la musique mais aussi à la liberté d'expression et à la lutte contre la criminalité organisée.



*« 30 visages, une seule histoire »*

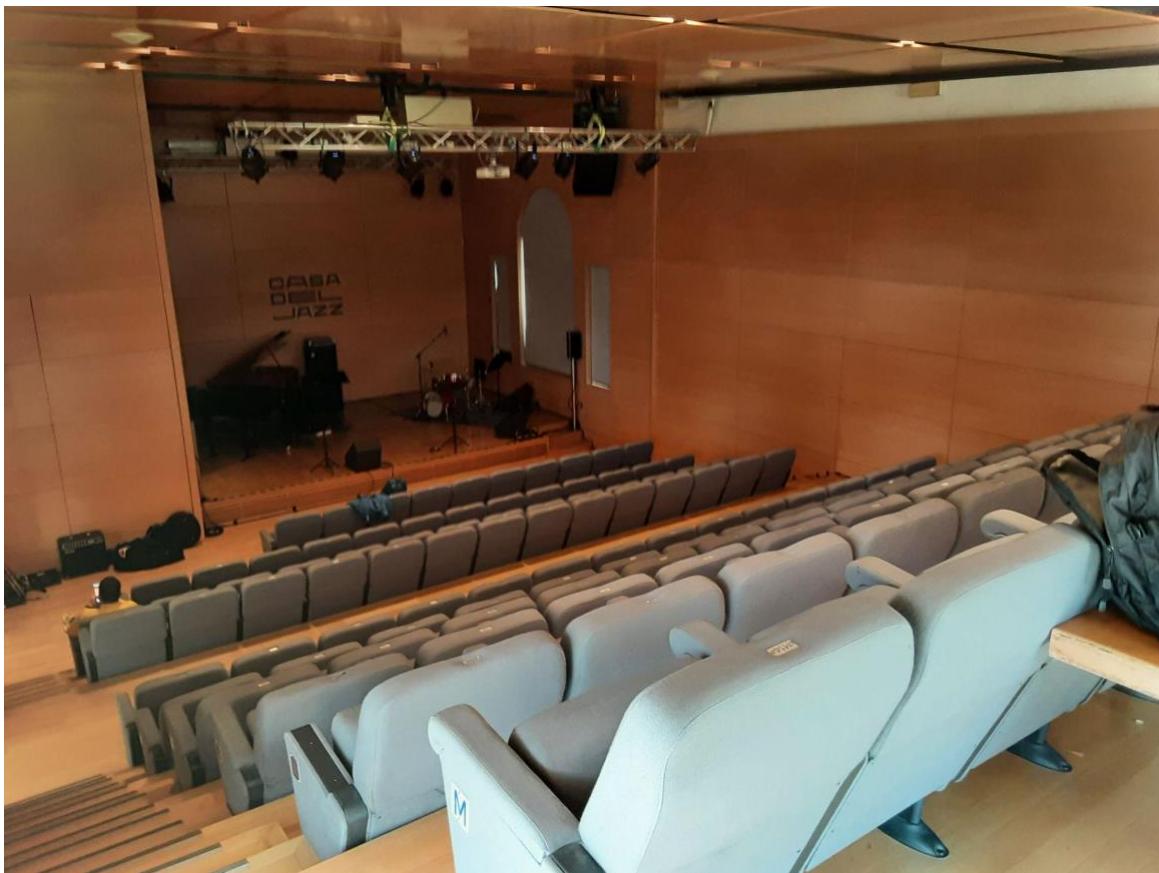
Il est encourageant de constater que l'État reconnaît et indemnise les victimes depuis 1996, grâce à l'institutionnalisation du concept de "victimes innocentes". Cela témoigne d'une prise de conscience et d'un engagement envers la justice et la réparation pour ceux qui ont été touchés par les activités criminelles de la mafia. Il s'agit d'un pas important vers la reconnaissance de la souffrance et des pertes subies par les victimes et leurs familles.

Les jeunes sont intégrés dans la reconnaissance des victimes innocentes, en lisant la liste des victimes le jour du [21 mars, journée dédiée à leur mémoire](#). Cela montre que la transmission de la mémoire et la sensibilisation à cette cause sont prises au sérieux, et que les jeunes sont impliqués dans la lutte contre la mafia et la promotion de la justice.

Cependant, malgré les progrès réalisés, le problème de la mafia persiste. Bien que le nombre de victimes ait diminué par rapport aux années précédentes, il reste encore des innocents qui perdent la vie à cause de la violence mafieuse. Cela souligne l'importance continue de la lutte contre le crime organisé et de la protection des citoyens contre ses effets néfastes.

« **L'Etat a combattu mais les citoyens aussi** », intervient Fabrice Rizzoli.

En ce qui concerne les biens saisis en Italie, la Casa del Jazz est un exemple frappant de réutilisation des biens confisqués à la mafia. Située dans un grand parc, elle était autrefois utilisée par les administrations mafieuses locales. Sa transformation en un lieu culturel ouvert aux citoyens témoigne de la volonté de réhabiliter ces espaces et de les rendre bénéfiques à la communauté.



*Une des salles de concert de la Casa del Jazz*





*La Casa del Jazz, son grand espace extérieur, avec ses deux bâtiments utilisés pour des concerts, des studios d'enregistrement et des résidences artistiques, est un exemple concret de réutilisation réussie des biens confisqués à la mafia*



**Deuxième pique-nique antimafia pour l'équipe de Crim'HALT** composé de Mozzarella Libera Terra, fabriquée sur des terres confisquées à la mafia

### **Grande criminalité et journalisme antimafia avec [Sergio Nazzaro](#)**

L'atelier sur la grande criminalité et le journalisme antimafia, dirigé par Sergio Nazzaro, offre une opportunité précieuse pour explorer le rôle vital des médias dans la lutte contre le crime organisé. En tant que journaliste spécialisé dans ce domaine et ancien porte-parole de la Commission parlementaire antimafia, Sergio Nazzaro apporte des perspectives uniques et une expertise approfondie sur les défis et les opportunités liés à la couverture journalistique de ce sujet délicat. Son expérience promet d'éclairer le public sur les activités criminelles, de sensibiliser davantage et de soutenir les efforts pour combattre la mafia et toutes les formes de criminalité organisée.



*Francesca Vinciguerra, Sergio Nazzaro et Fabrice Rizzoli*

« *Merci à tous. Je suis très content que vous soyez ici pour une cause comme celle-ci* ». Ce sont les premiers mots de Sergio Navarro qui aborde l'importance de l'antimafia en Italie comme en France.

Nazzaro met en lumière la dimension essentielle d'un travail de mémoire autour des victimes innocentes de la mafia, en mentionnant Antonio Landelli, la première victime innocente handicapée. Il souligne que la force des proches des victimes réside dans la diffusion de la mémoire. Notre propre engagement en tant que citoyens peut réellement influencer la réalité de nos sociétés. Il questionne également l'utilité des enquêtes et des articles journalistiques lorsque les citoyens et les lecteurs ne sont pas présents pour soutenir ces efforts.



*Le débriefing de l'atelier - Sergio Nazzaro et certains de ses élèves en journalisme*

*« La difficulté de la mafia et de l'antimafia c'est l'argent ».*

En effet, l'argent joue un rôle central dans notre société, tant du côté de la mafia que de celui de l'antimafia. Ce combat est crucial car il touche aux fondements même de notre système.

*« Pour moi ce constat est la base de tout quant à la mafia. Il faut se demander pourquoi on a des victimes et des familles de victimes. La seule chose que l'on ne peut acheter, c'est la vie. Pourquoi l'argent est si important dans la reconnaissance des victimes ? Car la corruption se base sur le principe du capital. »*

***“Qu'est-ce que la commission parlementaire antimafia ?”***

La création d'une commission parlementaire antimafia au début de chaque législature est un mécanisme important pour lutter contre le crime organisé en Italie. Cette commission bénéficie de pouvoirs spéciaux, garantis par la loi, qui lui permettent de mener des enquêtes judiciaires approfondies. Composée de cinquante membres du Parlement, de quatre magistrats et de quatre officiers des forces de l'ordre, elle peut convoquer toute personne pertinente pour ses enquêtes, y compris des criminels présumés ou des hauts fonctionnaires. La commission dispose de pouvoirs étendus

pour obtenir des documents et des témoignages, et elle peut faire appel aux forces de l'ordre pour contraindre les récalcitrants à coopérer. En outre, elle a la capacité d'ouvrir des enquêtes et de les réexaminer de manière confidentielle si des anomalies sont détectées. Bien que ses pouvoirs soient considérables, son travail peut également être entravé par des considérations politiques et des luttes partisanes. La commission parlementaire antimafia pourrait servir de modèle à d'autres pays, comme la France, qui cherchent à renforcer leur lutte contre le crime organisé à un niveau politique et institutionnel.

### **La jeunesse : l'avenir de l'antimafia**

La présence des élèves représentants italiens lors de l'atelier avec Sergio Nazzaro met en lumière leur engagement dans des questions sociales et politiques, notamment en ce qui concerne le coût élevé des livres scolaires. Chaque année, ces organisations organisent un camping rassemblant environ 1400 jeunes pour discuter de sujets politiques et sociaux : *"la révolution est en marche"*.. Cette année, le camping a eu lieu dans un bien confisqué à la mafia, ce qui symbolise leur engagement contre le crime organisé et leur utilisation de ces biens pour des initiatives sociales et politiques. Ils ont également invité des personnalités politiques à se joindre à eux pour débattre de ces questions, renforçant ainsi leur engagement et leur impact sur la société.

*Sergio Nazzaro, ses élèves et le groupe Crim'HALT*



### **Atelier débriefing de groupe pour clôturer cette formation**

## riche en émotions

Avant notre formation, nous étions des journalistes, des avocats, des universitaires et des parents de victimes du crime organisé en France, motivés pour effectuer une formation dans le cadre d'un projet de l'Union européenne afin de mieux connaître le fantastique dispositif pionnier de l'usage social des biens confisqués à la mafia et d'observer la façon dont les Italiens entretiennent la mémoire des victimes innocentes de la mafia.



Le président de Crim'HALT, sous l'impulsion de François Fameli, donne les consignes de l'atelier

Nous nous retrouvons pour un débriefing.



La séance de feedback à la fin de la formation a été l'occasion pour chaque participant de partager ses impressions, ce qu'il a apprécié et appris au cours de ces jours enrichissants. Cela a permis de recueillir des commentaires variés et de comprendre l'impact de la formation sur chacun. Ces retours ont sûrement été utiles pour évaluer l'efficacité de la formation et identifier les points forts ainsi que les domaines à améliorer pour les futurs programmes similaires.

Puis nous réalisons un atelier “*3 mesures à proposer au ministre de la justice*” : nous nous divisons en 2 groupes afin de définir 3 mesures essentielles devant être mises en œuvre en France pour lutter contre le crime organisé.

Pour preuve de l'efficacité de cette formation : chacun des groupes a conclu avec les mêmes mesures, sans consultation au préalable. Voici les mesures rédigées par Bérangère Denizeau. Ce sont des propositions inspirées de notre voyage à Ostia et de nos rencontres avec les intervenants :

- **Insertion d'un délit d'association mafieuse avec confiscation obligatoire même sans condamnation pénale**

Cette mesure consisterait à insérer dans le code pénal français un délit spécifique d'association mafieuse, inspiré de l'article 416 bis du code pénal italien. Elle permettrait de poursuivre non seulement les membres actifs de la mafia, mais aussi ceux qui y sont associés, facilitant ainsi le démantèlement des réseaux criminels.

La particularité de cette mesure serait que la confiscation des biens serait obligatoire même en l'absence d'une condamnation pénale. Cela priverait la mafia de ses ressources financières illégales.

- **Amélioration du statut du repenti, y compris ceux coupables de crimes de sang**

Cette mesure viserait à réformer le statut des repentis, en garantissant leur sécurité et en éliminant les obstacles moraux qui peuvent les dissuader de collaborer, même s'ils sont coupables de crimes graves tels que des meurtres.

Les améliorations pourraient inclure une protection accrue pour les repentis et leurs familles, un soutien psychologique approprié, et la possibilité de bénéficier de réductions de peine significatives en échange de leur coopération.

- **Création d'une commission parlementaire antimafia**

Cette commission serait composée de parlementaires, d'experts juridiques et de représentants des forces de l'ordre. Elle aurait pour mission de superviser les efforts

de lutte contre la mafia en France, de formuler des recommandations pour renforcer les mesures existantes, et de coordonner la coopération avec la justice italienne et d'autres organismes internationaux.

- **Création d'un pôle de magistrats antimafia hautement spécialisés et refonte de la cour d'assises**

Cette mesure impliquerait la mise en place d'un groupe de magistrats hautement spécialisés dans la lutte contre la mafia, chargés de coordonner les enquêtes et les poursuites. Ils seraient formés pour traiter spécifiquement les affaires de la mafia.

La refonte de la cour d'assises serait nécessaire pour remplacer les jurys populaires dans les affaires de la mafia, afin d'assurer une expertise juridique cohérente dans le traitement de ces affaires sensibles.

Nous proposons ces points car nous avons pu voir que cela marchait en Italie (sauf pour les jurys populaires qui fonctionnent en Italie). Cela a permis de développer grandement la lutte antimafia, de réduire le nombre de victimes par la coopération de justice et d'obtenir après enquêtes le délit pour association mafieuse.

Pour finir, Crim'HALT choisit de transformer le terme de collaborateur par coopérateur de justice. En effet, coopérer est synonyme de participer à la lutte antimafia.



## Documentations

### Podcast Crim'HALT

- [CRIM' SOUS CRIC. Emission 18 : Défendre la mémoire des victimes du crime organisé, en France aussi...](#)
- [CRIM' SOUS CRIC. Emission 10 « L'usage social des biens confisqués : et si la villa du gangster français accueillait une entreprise d'insertion ? »](#)
- [CRIM' SOUS CRIC. Emission 1 : « Sursaut citoyen contre le crime organisé en Corse »](#)

### Infos

- [Bilan de la loi italienne permettant l'usage social des biens confisqués aux mafieux](#)
- « [Réutiliser les biens, ce n'est pas important, c'est fondamental !](#) » Mathilde Dorcadie, Cafe Babel magazine 28 avril 2022